



Secrétariat général (SG)

Genève, le 3 août 2020

Réf.: **CL-20/33**
Contact: Mme Béatrice Pluchon
Télécopie: +41 22 730 6266
Courriel: memberstates@itu.int

Aux États Membres de l'UIT

Objet: **Changement des dates de l'AMNT-20 et ordre du jour de la CMR-23**

Madame, Monsieur,

Suite à la consultation des États Membres du Conseil menée aux termes de la Lettre [DM-20/1009](#) du 26 juin 2020 relative aux résultats des discussions de la consultation virtuelle des Conseillers et aux résultats communiqués dans la Lettre [DM-20/1011](#), j'ai l'honneur de vous informer que les États Membres du Conseil ont pris les décisions suivantes:

Changement des dates de l'AMNT-20

Les États Membres du Conseil ont souscrit au report de la prochaine AMNT pour qu'elle se tienne du 23 février au 5 mars 2021, après le Colloque mondial sur la normalisation qui aura lieu le 22 février 2021 et sous réserve du rétablissement de conditions de travail et de voyage normales en Inde et dans les autres États Membres, en adoptant la Décision reproduite dans l'[Annexe 2](#).

Ordre du jour de la CMR-23

Les États Membres du Conseil ont manifesté leur appui concernant l'ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23) figurant dans la Résolution reproduite dans l'[Annexe 3](#) et ont adopté cette Résolution.

Conformément au numéro 46 de la Convention de l'UIT concernant les dates de l'AMNT-20, et aux numéros 47 et 118 de la Convention de l'UIT concernant l'ordre du jour de la CMR-23, tous les États Membres de l'UIT sont donc invités à informer le Secrétaire général de leur accord concernant le changement des dates de l'AMNT-20 et l'ordre du jour de la CMR-23, comme indiqué ci-dessus, en envoyant un courrier électronique à l'adresse memberstates@itu.int **au plus tard le 31 août 2020**. Nous vous prions d'utiliser le formulaire reproduit dans l'[Annexe 1](#) pour faire connaître votre réponse.

Si votre pays a déjà répondu à la première consultation visant les États Membres du Conseil, sa **réponse sera également considérée comme valable** pour la présente consultation visant tous les États Membres, **sauf indication contraire communiquée par le Conseiller ou par le Coordonnateur de votre administration par l'envoi d'un courrier électronique** à l'adresse memberstates@itu.int **au plus tard le 31 août 2020**, également en utilisant le formulaire reproduit dans l'[Annexe 1](#).

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

(signé)

Houlin ZHAO
Secrétaire général

Annexes: 3

[Annexe 1](#) – Consultation sur le changement des dates de l'AMNT-20 et l'ordre du jour de la CMR-23

[Annexe 2](#) – Décision 608 (modifiée en 2020): Convocation de la prochaine Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-21)

[Annexe 3](#) – Résolution: Ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications de 2023 (CMR-23)

ANNEXE 1

**Consultation sur le changement des dates de l'AMNT-20 et
l'ordre du jour de la CMR-23**

Nom de l'État Membre de l'UIT:

--

Sujet	N° du document de référence	Proposition	Oui	Non	Abstention
Changements des dates de l'AMNT-20	C20/72	Approuver le changement des dates de l'AMNT-20 pour que cette Assemblée se tienne du 23 février au 5 mars 2021 en faisant part de votre accord concernant la Décision 608 modifiée reproduite dans l'Annexe 2			
Conférence mondiale des radiocommunications de 2023	C20/69	Approuver l'ordre du jour de la CMR-23 en faisant part de votre accord concernant la Résolution 1399 reproduite dans l'Annexe 3			

Les coordonnateurs sont invités à envoyer leur réponse par courrier électronique à l'adresse memberstates@itu.int au plus tard le **31 août 2020**.

ANNEXE 2

Référence: [Document C20/72](#)

DECISION 608 (MODIFIEE EN 2020)
(modifiée par correspondance)

**Convocation de la prochaine Assemblée mondiale de normalisation
des télécommunications (AMNT-21)**

Le Conseil de l'UIT,

notant

a) que l'AMNT-20 devait avoir lieu le dernier trimestre de 2020, conformément à la Résolution 77 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires sur la planification et la durée des conférences, forums, assemblées et sessions du Conseil de l'Union (2019-2023);

b) que, conformément à la [Décision 608](#) adoptée par le Conseil à sa session de 2019, il a été décidé d'organiser la prochaine AMNT à Hyderabad (Inde), du 16 au 27 novembre 2020,

notant en outre

a) que la [consultation](#) menée aux termes de la [Lettre circulaire N° 19/33](#) relative au lieu précis et aux dates exactes de la prochaine AMNT a reçu l'accord de la majorité requise des États Membres de l'UIT, conformément au numéro 47 de la Convention de l'UIT;

b) qu'en raison des restrictions de travail et de voyage liées à la pandémie de COVID-19, l'Administration indienne a proposé de reporter la prochaine AMNT pour qu'elle se tienne du 23 février au 5 mars 2021, après le Colloque mondial sur la normalisation qui aura lieu le 22 février 2021 et sous réserve du rétablissement de conditions de travail et de voyage normales en Inde et dans les autres États Membres,

décide

que, sous réserve de l'accord de la majorité des États Membres de l'Union, la prochaine Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-21) se tiendra à Hyderabad (Inde), du 23 février au 5 mars 2021, après le Colloque mondial sur la normalisation qui aura lieu le 22 février 2021 et sous réserve du rétablissement de conditions de travail et de voyage normales en Inde et dans les autres États Membres,

charge le Secrétaire général

de procéder à une consultation de tous les États Membres au sujet des dates exactes de l'AMNT-21.

ANNEXE 3

Référence: [Document C20/69](#)

RÉSOLUTION 1399

(adoptée par correspondance)

**Ordre du jour de la Conférence mondiale des radiocommunications
de 2023 (CMR 23)**

Le Conseil de l'UIT,

notant

que, par sa Résolution 811, la Conférence mondiale des radiocommunications (Charm el-Cheikh, 2019):

- a) a décidé de recommander au Conseil de convoquer en 2023 une Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23) d'une durée maximale de quatre semaines;
- b) a recommandé des points à inscrire à l'ordre du jour de cette conférence et a invité le Conseil à arrêter définitivement cet ordre du jour, à prendre les dispositions nécessaires pour la convocation de la CMR-23 et à engager dès que possible les consultations nécessaires avec les États Membres,

décide

de convoquer en 2023 une Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-23), précédée par une Assemblée des radiocommunications, dont l'ordre du jour sera le suivant:

1 sur la base des propositions des administrations, compte tenu des résultats de la CMR-19 ainsi que du rapport de la Réunion de préparation à la Conférence et compte dûment tenu des besoins des services existants ou futurs dans les bandes de fréquences considérées, examiner les points suivants et prendre les mesures appropriées:

1.1 examiner, sur la base des résultats des études menées par l'UIT-R, les mesures qui pourraient être prises pour assurer, dans la bande de fréquences 4 800-4 990 MHz, la protection des stations du service mobile aéronautique et du service mobile maritime situées dans l'espace aérien international et dans les eaux internationales vis-à-vis d'autres stations situées sur le territoire des pays, et examiner le critère de puissance surfacique figurant dans le renvoi **5.441B** conformément à la Résolution **223 (Rév.CMR-19)**;

1.2 envisager l'identification des bandes de fréquences 3 300-3 400 MHz, 3 600-3 800 MHz, 6 425-7 025 MHz, 7 025-7 125 MHz et 10,0-10,5 GHz pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT), y compris des attributions additionnelles possibles au service mobile à titre primaire, conformément à la Résolution **245 (CMR-19)**;

1.3 envisager l'attribution à titre primaire de la bande de fréquences 3 600-3 800 MHz au service mobile en Région 1 et prendre les mesures réglementaires appropriées, conformément à la Résolution **246 (CMR-19)**;

- 1.4 examiner, conformément à la Résolution **247 (CMR-19)**, l'utilisation de stations placées sur des plates-formes à haute altitude en tant que stations de base IMT (HIBS) dans le service mobile dans certaines bandes de fréquences au-dessous de 2,7 GHz qui sont déjà identifiées pour les IMT à l'échelle mondiale ou régionale;
- 1.5 examiner l'utilisation du spectre et les besoins de spectre des services existants dans la bande de fréquences 470-960 MHz en Région 1 et envisager les mesures réglementaires qui pourraient être prises dans la bande de fréquences 470-694 MHz en Région 1 compte tenu de l'examen effectué conformément à la Résolution **235 (CMR-15)**;
- 1.6 étudier, conformément à la Résolution **772 (CMR-19)**, les dispositions réglementaires propres à faciliter les radiocommunications pour les véhicules suborbitaux;
- 1.7 envisager une nouvelle attribution au service mobile aéronautique (R) par satellite (SMA(R)S), conformément à la Résolution **428 (CMR-19)**, dans les sens Terre vers espace et espace vers Terre des communications aéronautiques en ondes métriques dans tout ou partie de la bande de fréquences 117,975-137 MHz, tout en évitant d'imposer des contraintes excessives aux systèmes existants en ondes métriques fonctionnant dans le SMA(R), le SRNA et dans les bandes de fréquences adjacentes;
- 1.8 envisager, sur la base des études menées par l'UIT-R conformément à la Résolution **171 (CMR-19)**, des mesures réglementaires appropriées, en vue d'examiner et, au besoin, de réviser la Résolution **155 (Rév.CMR-19)** et le numéro **5.484B** du RR, pour permettre l'utilisation des réseaux du service fixe par satellite (SFS) pour les communications de contrôle et non associées à la charge utile des systèmes d'aéronef sans pilote;
- 1.9 examiner l'Appendice **27** du Règlement des radiocommunications et envisager des mesures et mises à jour réglementaires appropriées sur la base des études de l'UIT-R, afin de tenir compte des techniques numériques pour les applications liées à la sécurité de la vie humaine dans le domaine de l'aviation commerciale dans les bandes d'ondes décimétriques existantes attribuées au service mobile aéronautique (le long des routes) et d'assurer la coexistence entre les systèmes actuels en ondes décimétriques et les systèmes modernisés en ondes décimétriques, conformément à la Résolution **429 (CMR-19)**;
- 1.10 procéder à des études sur les besoins de spectre, la coexistence avec les services de radiocommunication et les mesures réglementaires à prendre en vue de faire de nouvelles attributions éventuelles au service mobile aéronautique pour l'utilisation des applications du service mobile aéronautique non liées à la sécurité, conformément à la Résolution **430 (CMR-19)**;
- 1.11 examiner les mesures réglementaires qui pourraient être prises, en vue de permettre la modernisation du Système mondial de détresse et de sécurité en mer et la mise en œuvre de la navigation électronique, conformément à la Résolution **361 (Rév.CMR-19)**;
- 1.12 mener, et achever à temps pour la CMR-23, des études concernant la possibilité de faire une nouvelle attribution à titre secondaire au service d'exploration de la Terre par satellite (active) pour les sondeurs radar spatioportés dans la gamme de fréquences au voisinage de 45 MHz, compte tenu de la protection des services existants, y compris dans les bandes de fréquences adjacentes, conformément à la Résolution **656 (Rév.CMR-19)**;
- 1.13 examiner le relèvement possible du statut de l'attribution de la bande de fréquences 14,8-15,35 GHz au service de recherche spatiale conformément à la Résolution **661 (CMR-19)**;

- 1.14 examiner et envisager la possibilité d'apporter des ajustements aux attributions de fréquences existantes ou de faire de nouvelles attributions à titre primaire au SETS (passive) dans la gamme de fréquences 231,5-252 GHz, pour s'assurer qu'elles correspondent aux exigences récentes en matière d'observation des systèmes de télédétection, conformément à la Résolution **662 (CMR-19)**;
- 1.15 harmoniser l'utilisation de la bande de fréquences 12,75-13,25 GHz (Terre vers espace) par les stations terriennes à bord d'aéronefs et de navires communiquant avec des stations spatiales géostationnaires du service fixe par satellite partout dans le monde, conformément à la Résolution **172 (CMR-19)**;
- 1.16 étudier et définir les mesures techniques, opérationnelles et réglementaires, selon le cas, propres à faciliter l'utilisation des bandes de fréquences 17,7-18,6 GHz, 18,8-19,3 GHz et 19,7-20,2 GHz (espace vers Terre), ainsi que 27,5-29,1 GHz et 29,5-30 GHz (Terre vers espace) par les stations ESIM du SFS non OSG, tout en assurant la protection voulue des services existants dans ces bandes de fréquences conformément à la Résolution **173 (CMR-19)**;
- 1.17 déterminer et prendre, sur la base des études menées par l'UIT-R conformément à la Résolution **773 (CMR-19)**, les mesures réglementaires appropriées concernant l'établissement de liaisons inter-satellites dans certaines bandes de fréquences, ou dans des parties de ces bandes, en ajoutant une attribution au service inter-satellites, s'il y a lieu;
- 1.18 examiner les études portant sur les besoins de spectre et envisager d'éventuelles nouvelles attributions au service mobile par satellite pour le développement futur des systèmes mobiles à satellites à bande étroite, conformément à la Résolution **248 (CMR-19)**;
- 1.19 envisager une nouvelle attribution à titre primaire au service fixe par satellite dans le sens espace vers Terre dans la bande de fréquences 17,3-17,7 GHz en Région 2, tout en assurant la protection des services primaires existants dans la bande de fréquences, conformément à la Résolution **174 (CMR-19)**;
- 2 examiner les Recommandations UIT-R révisées et incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications, communiquées par l'Assemblée des radiocommunications conformément au *décide en outre* de la Résolution **27 (Rév.CMR-19)**, et décider s'il convient ou non de mettre à jour les références correspondantes dans le Règlement des radiocommunications, conformément aux principes énoncés au *décide* de cette Résolution;
- 3 examiner les modifications et amendements à apporter éventuellement au Règlement des radiocommunications à la suite des décisions prises par la Conférence;
- 4 conformément à la Résolution **95 (Rév.CMR-19)**, examiner les résolutions et recommandations des conférences précédentes en vue, le cas échéant, de les réviser, de les remplacer ou de les supprimer;
- 5 examiner le Rapport de l'Assemblée des radiocommunications soumis conformément aux numéros 135 et 136 de la Convention et lui donner la suite voulue;
- 6 identifier les points auxquels les commissions d'études des radiocommunications doivent d'urgence donner suite, en vue de la conférence mondiale des radiocommunications suivante;

7 examiner d'éventuels changements à apporter en application de la Résolution 86 (Rév. Marrakech, 2002) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée "Procédures de publication anticipée, de coordination, de notification et d'inscription des assignations de fréquence relatives aux réseaux à satellite", conformément à la Résolution **86 (Rév.CMR-07)**, afin de faciliter l'utilisation rationnelle, efficace et économique des fréquences radioélectriques et des orbites associées, y compris de l'orbite des satellites géostationnaires;

8 examiner les demandes des administrations qui souhaitent supprimer des renvois relatifs à leur pays ou le nom de leur pays de certains renvois, s'ils ne sont plus nécessaires, compte tenu de la Résolution **26 (Rév.CMR-19)**, et prendre les mesures voulues à ce sujet;

9 examiner et approuver le rapport du Directeur du Bureau des radiocommunications, conformément à l'article 7 de la Convention:

9.1 sur les activités du Secteur des radiocommunications depuis la CMR-19;

- Conformément à la Résolution **657 (Rév.CMR-19)**, examiner les résultats des études relatives aux caractéristiques techniques et opérationnelles et aux besoins de spectre des capteurs de météorologie spatiale, ainsi qu'aux désignations de service de radiocommunication qui conviennent pour ces capteurs, afin qu'ils bénéficient d'une reconnaissance et d'une protection appropriées dans le Règlement des radiocommunications, sans imposer de contraintes supplémentaires aux services existants;
- Examiner les attributions au service d'amateur et au service d'amateur par satellite dans la bande de fréquences 1 240-1 300 MHz, afin de déterminer si des mesures additionnelles doivent être prises pour garantir la protection du service de radionavigation par satellite (espace vers Terre) fonctionnant dans la même bande de fréquences, conformément à la Résolution **774 (CMR-19)**;
- Étudier l'utilisation des systèmes de Télécommunications mobiles internationales pour le large bande hertzien fixe dans les bandes de fréquences attribuées au service fixe à titre primaire, conformément à la Résolution **175 (CMR-19)**;

9.2 sur les difficultés rencontrées ou les incohérences constatées dans l'application du Règlement des radiocommunications; et¹

9.3 sur la suite donnée à la Résolution **80 (Rév.CMR-07)**;

10 recommander au Conseil des points à inscrire à l'ordre du jour de la CMR suivante et des points de l'ordre du jour préliminaire de conférences futures, conformément à l'article 7 de la Convention et à la Résolution **804 (Rév.CMR-19)**.

¹ Ce sous-point de l'ordre du jour ne concerne que le rapport du Directeur sur les difficultés rencontrées ou les incohérences constatées dans l'application du Règlement des radiocommunications et les observations formulées par les administrations. Les administrations sont invitées à informer le Directeur du Bureau des radiocommunications de toute difficulté rencontrée ou de toute incohérence constatée dans l'application du Règlement des radiocommunications.